

Le journalisme est un bien public



Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias

> *Points essentiels*

Rapport mondial 2021/2022

Publié en 2021 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation,
la science et la culture
7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2021



CI-2021/WTR/4

Le présent rapport est publié en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication s'engagent à respecter les conditions d'utilisation de l'archive ouverte de l'UNESCO (<https://fr.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr>).

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles de ses auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Cette publication doit être citée comme suit : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 2021. Le journalisme est un bien public : *Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias : Rapport mondial 2021/2022 – Points essentiels*. Paris, UNESCO.

Pour obtenir de plus amples informations et consulter la version complète du Rapport sur les tendances mondiales, rendez-vous à l'adresse suivante : <https://www.unesco.org/fr/world-media-trends>

Équipe de rédaction de l'UNESCO : Guy Berger, Guilherme Canela, Rachel Pollack, Annina Claesson.

Rédacteur principal : Nicholas Benequista

Rédactrice associée : Kate Musgrave

Responsable de publication et directrice de la série de rapports sur les tendances mondiales : Rachel Pollack

Responsable des communications : Oscar Castellanos

Recherche et analyse : Emmanuel Letouzé et Ivette Yáñez Soria, en collaboration avec Daniela Arregui Coka, Enrique Bonilla, Mateo Rojas, Guillermo Romero, Alina Sotolongo et Zinnya del Villar (Data-Pop Alliance) ; Jonathan Birdwell, Antonia Kerle et Ailia Haider (Economist Impact) ; Matthew Fraser ; Aldo Magoga.

Réviseurs experts : Sulemana Braimah, Silvia Chocarro, Marius Dragomir, Simon Ellis, Mijal Iastrebner, Larry Kilman, Hayes Mabweazara, Daoud Kuttab, Anya Schiffrin, Alan Soon.

Autres contributions de l'UNESCO : Fuensanta Amorós Cascales, Sara Bonyadi, Andrea Cairola, Theresa Chorbacher, Jaco Du Toit, Ma'aly Hazzaz, Elisa Kirkland, Marius Lukosiunas, Terré Lundy-McMillan, Saorla McCabe, José Pessoa.

La présente publication a bénéficié du concours de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). Les participants à une réunion d'experts sur les statistiques organisée en février 2020 par le Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO et l'ISU, ainsi que les membres d'un groupe de travail sur la viabilité des médias organisé par Economist Impact en avril 2021, ont également contribué au présent rapport.

Création graphique, graphisme de la couverture et composition : Marc James

Couverture © Shutterstock/New Africa
p. 17, 19 © Félix Guillermo Márquez Sánchez

Imprimé par l'UNESCO

Avant-propos



L'année 2021 a marqué le trentième anniversaire de la déclaration de Windhoek, par laquelle les Nations Unies, à la suite des journalistes africains, se sont engagées pour le développement de médias libres, pluralistes et indépendants – un engagement au cœur du mandat de l'UNESCO.

Face à la pandémie de COVID-19, alors que l'information de qualité représentait un enjeu vital, nous avons à nouveau mesuré à quel point nos sociétés avaient besoin de journalistes et de médias professionnels, pour informer les citoyens dans un monde de plus en plus complexe. Mais la pandémie a aussi mis en évidence, et souvent aggravé, les menaces qui pèsent sur les médias – qu'il s'agisse des équilibres économiques précaires, des violations de la liberté de la presse. Des menaces qui mettent parfois leur existence en péril, comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres.

Pour contrer ces menaces, il faut les mesurer, et les comprendre – c'est l'enjeu du rôle d'observateur mondial de l'UNESCO et de ce rapport phare qui permet de suivre les *Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias* – grâce au soutien fidèle de nos partenaires et notamment de la Suède, à travers le Programme multidonateurs pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes.

Cette édition 2021/2022 du Rapport mondial, dont les conclusions s'appuient sur un travail de recherche réalisé en partenariat avec Economist Impact et avec la participation de nombreux chercheurs et universitaires, suit ainsi l'évolution de ces tendances depuis 2016. Entre continuité des phénomènes et accélération drastique, elle permet de dégager trois grands défis de l'accès à l'information.

Le premier, c'est toujours la sécurité des journalistes. Ce rapport souligne toute la spécificité de cette question, en montrant que, dans les pays concernés, la violence contre les journalistes ne saurait simplement s'expliquer par le taux global d'homicides et l'impunité générale autour des crimes violents. Il en illustre également les ramifications nouvelles, avec le développement des violences en ligne, ainsi que les enjeux spécifiques au genre, avec des violences touchant en particulier les femmes.

Le second défi, celui de la liberté de la presse et de l'information, prend des visages multiples à l'heure du numérique. Il y a d'abord l'enjeu de la régulation avec l'adoption de régulations sur le discours en ligne susceptibles, si elles ne sont pas précisément définies et équilibrées, de mettre en danger la liberté d'expression, comme en témoignent nos recherches. Se pose aussi la question du rôle grandissant des plateformes en ligne et de leurs algorithmes souvent opaques sur l'accès à l'information, avec la prolifération des fausses informations et des discours de haine sur ces plateformes. Dernier sujet de préoccupation enfin : l'indépendance éditoriale dont manquent parfois les médias – souvent faute d'indépendance financière.

Le troisième défi est effectivement celui de la viabilité économique des médias, avec des journaux dont les revenus publicitaires ont chuté de moitié depuis cinq ans à l'échelle mondiale. À l'heure où cinq entreprises de l'Internet perçoivent plus de la moitié des revenus de la publicité, les médias doivent trouver de nouveaux modèles économiques pour survivre.

Ces constats sont au cœur de la déclaration de Windhoek+30, adoptée cette année lors de la Journée mondiale de la liberté de la presse, pour réaffirmer les principes de Windhoek à l'aune des défis contemporains. Et c'est parce que l'information est un véritable bien commun de l'humanité, indispensable au dialogue au sein et entre nos sociétés, que l'UNESCO s'engage au quotidien, auprès des gouvernements, des médias, des plateformes en ligne et de tous les acteurs de l'information.

A handwritten signature in black ink that reads "Audrey Azoulay". The signature is written in a cursive style and is positioned above a horizontal line.

Audrey Azoulay
Directrice générale de l'UNESCO



Avec le soutien du Programme multidonateurs de
l'UNESCO pour la liberté d'expression et la sécurité
des journalistes



Introduction

« La désinformation à grande échelle et la remise en question des faits scientifiquement établis mettent en péril la survie de l'humanité. »

António Guterres

Secrétaire général des Nations Unies

médias ont fait preuve de dilettantisme, en dérogeant aux normes de qualité professionnelles. En conséquence, une partie du public s'est trouvée en proie à de la désinformation sous forme de rumeurs, d'affabulations et de mensonges éhontés, dans des quantités telles qu'un nouveau terme décrivant cette pandémie d'informations non vérifiées ou trompeuses a fait son apparition : la « désinfodémie ». Ces contrevérités, diffusées intentionnellement ou non, ont semé la confusion, la division et la discorde, déstabilisant par la même occasion les vies et les moyens de subsistance partout dans le monde.

« La désinformation à grande échelle et la remise en question des faits scientifiquement établis mettent en péril la survie de l'humanité », note le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres, dans son rapport intitulé *Notre programme commun*. « Tout en défendant vigoureusement la liberté d'expression partout dans le monde, nous devons encourager les sociétés à dégager en leur sein, sur une base empirique, un consensus sur les faits, la science et la connaissance, lesquels sont un bien public¹. »

Les contenus mensongers au sujet de la pandémie de COVID-19 se sont rapidement répandus sur les médias sociaux, parfois amplifiés par des personnalités publiques peu scrupuleuses ou mal avisées. Ainsi, en septembre 2020, plus d'un million de messages contenant des informations inexactes, peu fiables ou trompeuses sur la pandémie circulaient sur Twitter². Facebook (devenu Meta) a également indiqué que, entre le début de la pandémie et le mois d'août 2021, plus de 20 millions de publications sur la plateforme ainsi que sur Instagram ont été supprimées parce qu'elles propageaient de la désinformation sur la COVID-19³. Ce déferlement de désinformation et de désinformation était par ailleurs souvent accompagné d'un volume important de discours haineux.

Dans ce contexte, le journalisme a joué un rôle essentiel et salvateur de première ligne, tout au long de la pandémie, en informant le public, en demandant des comptes aux détenteurs d'obligations et en discréditant les assauts de la désinformation. En mars et en avril 2020, par exemple, un réseau mondial constitué d'une centaine de médias et d'organisations de vérification des faits s'est employé à décrédibiliser près de 1 700 fausses allégations par mois au sujet de la COVID-19⁴. Les conséquences dramatiques de la désinformation relative à la



En septembre 2020, les chercheurs ont recensé plus

**d'un million de tweets
contenant des informations
inexactes, peu fiables ou
trompeuses sur la pandémie.**

Covid19 Infodemics Observatory

¹ ONU (Organisation des Nations Unies), 2021, *Notre programme commun : Rapport du Secrétaire général*. New York, ONU. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/fr/content/common-agenda-report/>.

² Covid19 Infodemics Observatory, 2021, « Social media indices ». Disponible à l'adresse suivante : <https://covid19obs.fbk.eu/#/>. Données analysées par Data-Pop Alliance aux fins du présent rapport.

³ Rosen, G, 2021, « Community Standards Enforcement Report, Second Quarter 2021 ». Facebook, 18 août. Disponible à l'adresse suivante : <https://about.fb.com/news/2021/08/community-standards-enforcement-report-q2-2021/>.

⁴ Poynter Institute, 2021, « Fighting the Infodemic: The #CoronaVirusFacts Alliance ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.poynter.org/coronavirusfactsalliance/>. Données fournies et analysées par Data-Pop Alliance aux fins du présent rapport.



En mars et en avril 2020, un réseau constitué

d'une centaine de médias et d'organisations de vérification des faits a décrédibilisé près de 1 700 fausses allégations par mois au sujet de la COVID-19.

Poynter Institute

Dans ce contexte, la publication *Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias : Rapport mondial 2021/2022* (Rapport sur les tendances mondiales) prouve malheureusement que l'offre actuelle en matière de journalisme – déjà insuffisante pour répondre aux besoins de nombreuses sociétés et souvent inscrite dans un contexte très défavorable – ne peut plus être tenue pour acquise. Les conclusions présentées se fondent sur une analyse de données réalisée par l'UNESCO en partenariat avec Data-Pop Alliance sur les tendances touchant à la liberté, au pluralisme et à l'indépendance des médias ainsi qu'à la sécurité des journalistes, et sont étayées par une recherche initiale menée par Economist Impact et demandée expressément aux fins du présent rapport.

Avec pour sujet principal le journalisme comme bien public, le Rapport sur les tendances mondiales 2021/2022 constitue une ressource de référence pour les États membres de l'UNESCO, les organisations internationales, la société civile, les médias et les universitaires.

COVID-19 nous ont alors rappelé que la résilience de nos sociétés dépend de la qualité du journalisme, de l'accès à l'information et de l'éducation aux médias et à l'information. Ces principes ont d'ailleurs été reconnus par la *Déclaration de Séoul sur l'éducation aux médias et à l'information pour tous et par tous : une défense contre les désinfodémies*, adoptée en 2020, et par de nombreuses autres déclarations à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse et de la Journée internationale de l'accès universel à l'information.

La liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias, qui constituent une norme mondiale depuis le début des années 1990, restent essentiels. Ces principes ont été complétés par des impératifs supplémentaires dans la Déclaration de Windhoek+30 sur l'information comme bien public, adoptée en 2021. Cette initiative reconnaît l'urgence de répondre aux enjeux touchant à la fois à la viabilité économique des médias, dont la pérennité est mise à rude épreuve, et à la transparence des entreprises du numérique quant à leur manière de traiter les contenus publiés via leurs services.

S'il est vrai que durant cette crise les sources d'information fiables ont vu leur nombre de lecteurs et de téléspectateurs augmenter, le journalisme en est pourtant sorti affaibli à bien des égards. En effet, la pandémie a porté un coup dur aux fondations économiques, déjà fragiles, de l'industrie des médias d'information, notamment en amplifiant la tendance à la baisse des recettes publicitaires et en provoquant davantage de pertes d'emplois et de fermetures de salles de rédaction. D'autre part, cette crise a été utilisée comme prétexte pour porter un certain nombre d'atteintes à la liberté de la presse : les recherches menées par le Varieties of Democracy (V-Dem) Institute montrent que les mesures liées à la COVID-19 ont servi de justification à d'importantes violations de la liberté de la presse dans toutes les régions du monde, y compris dans 96 des 144 pays de l'étude 2021⁵.

Les mesures liées à la COVID-19 ont servi de justification à d'importantes violations de la liberté de la presse dans toutes les régions du monde.

Varieties of Democracy Institute

⁵ Kolvani, P., Lundstedt, M., Edgell, A. et Lachapell, J., 2021, « Pandemic backsliding: A year of violations and advances in response to COVID-19 ». V-Dem Institute, note d'orientation no 32. Disponible à l'adresse suivante : https://www.v-dem.net/media/filer_public/35/13/35133a44-9a22-435a-b1bf-ced1b05a2b69/pb_32.pdf.



La liberté de la presse dans le monde, 30 ans après la première Déclaration de Windhoek

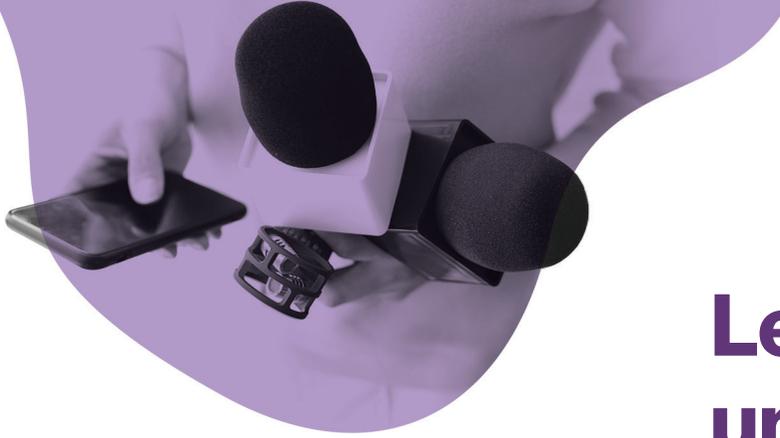
Il y a trente ans, la Déclaration de Windhoek de 1991, adoptée par des journalistes africains lors d'un séminaire organisé par l'UNESCO, marquait le début d'une expansion fulgurante de la liberté, du pluralisme et de l'indépendance de la presse, un processus qui fut grandement facilité par la libéralisation des médias. Même si cette nouvelle donne comportait son lot d'imperfections, les revenus de la publicité, de la vente au numéro et des abonnements ont apporté aux médias du monde entier l'indépendance et les ressources nécessaires pour relayer des informations fiables à leur public. Aujourd'hui, il ne reste malheureusement plus grand-chose de ce modèle.

Les normes en faveur de la liberté, du pluralisme et de l'indépendance des médias restent essentielles. Néanmoins, à elles seules, elles ne permettent pas de relever les défis que posent la désinformation, la désinformation, l'échec du modèle économique du journalisme ou la multiplication des stratégies numériques visant à étouffer le journalisme indépendant et les oppositions démocratiques en ligne. En l'absence de viabilité, la liberté des médias reste une notion vide de sens, l'indépendance des organes de presse peut être facilement compromise et le pluralisme n'est plus qu'un pâle reflet de ce qu'il devrait être. En l'absence de transparence de la part des acteurs clés de l'Internet, l'influence qu'ils exercent sur les services de communication ne peut être évaluée et adaptée aux normes internationales en matière de liberté d'expression. Enfin, en l'absence de citoyens éduqués aux médias et à l'information, capables de discerner, d'apprécier et d'exiger un journalisme de qualité, nous risquons d'être submergés par d'autres types de contenus.

**En l'absence de viabilité,
la liberté des médias reste
une notion vide de sens,
l'indépendance des organes
de presse peut être facilement
compromise et le pluralisme
n'est plus qu'un pâle reflet de ce
qu'il devrait être.**

En ces moments de crise et de changement, la résilience de nos sociétés devrait être jugée à l'aune de notre capacité à assurer « la création, le maintien et le renforcement d'une presse indépendante, pluraliste et libre » dans un monde en pleine transformation. Nous devons impérativement prendre des mesures si nous voulons que notre avenir se rapproche de la vision défendue par la Déclaration de Windhoek+30, c'est-à-dire celle d'un monde où l'information donne aux citoyens les moyens d'exercer leurs droits fondamentaux, soutient l'égalité des genres, permet la participation et refonde la confiance dans la gouvernance démocratique et le développement durable, sans laisser personne de côté⁶.

⁶ UNESCO. 2021. *Windhoek+30 Declaration*. Disponible à l'adresse suivante : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000378158>



Le journalisme est un bien public

« Cette année, le thème retenu pour célébrer la Journée mondiale de la liberté de la presse, ‘L’information comme bien public’, souligne la valeur incontestable d’une information vérifiée et fiable. Il appelle l’attention sur le rôle essentiel que jouent les journalistes libres et professionnels dans la production et la diffusion de ces informations, luttant contre les fausses informations et autres contenus préjudiciables⁷. »

Audrey Azoulay,
Directrice générale de l’UNESCO

Le journalisme est au cœur de l’information comme bien public. En tant que vecteur d’informations fiables relayées dans l’intérêt général, le journalisme peut être considéré comme un bien public. Pour rappel, les biens publics sont des biens ou des services essentiels – tels que les écoles, les routes, l’éclairage public et les parcs – accessibles à tous les membres de la société sans exclusion. Parce qu’ils coûtent généralement cher et offrent un faible rendement financier, les États se chargent souvent de garantir leur mise à disposition, directement par le biais de financements ou indirectement par la mise en place de réglementations.

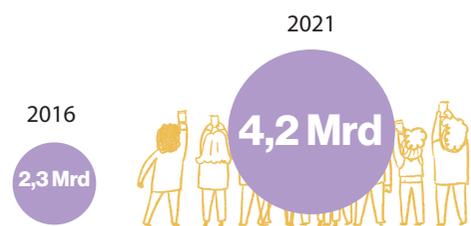
Comme d’autres biens publics, le journalisme participe à la promotion d’un espace civique sain, en fournissant aux citoyens des informations fiables et factuelles afin qu’ils puissent apporter leur contribution à une société libre et ouverte. Ainsi, les journalistes sont des observateurs critiques et indépendants, catalyseurs de changement. Néanmoins, pour que le journalisme assume pleinement cette fonction de bien public, il importe de mettre en place des conditions politiquement et économiquement viables qui permettront la production d’informations et d’analyses de qualité, fiables et indépendantes.

Dans les pays disposant d’organes publics d’information de haute qualité, qui ne sont pas soumis au contrôle de l’État, le journalisme indépendant est explicitement fourni comme un bien public. Les taxes, les droits de licence et autres subventions soutiennent ces organes, qui en contrepartie ont la mission de fournir des informations de qualité au grand public. Pour autant, les vrais médias de service public sont particulièrement exposés à l’emprise des gouvernements et des groupes financiers, et sont par conséquent soumis à des pressions qui les poussent à servir des intérêts politiques ou commerciaux. En outre, à eux seuls, ils ne sont pas en mesure de garantir le pluralisme des médias, qui nécessite une diversité de modèles de financement ainsi que des institutions médiatiques concurrentes et complémentaires, y compris des médias commerciaux et communautaires. Enfin, même dans ces conditions, les médias de service public restent indispensables au journalisme comme bien public essentiel.

Reste que dans une économie de l’attention de plus en plus congestionnée, les modèles économiques traditionnels de nombreuses institutions médiatiques, tous domaines confondus, sont déstabilisés. À l’échelle mondiale, les ventes de journaux continuent de baisser. Les organes de presse tentent tant bien que mal d’obtenir les « clics » qui détermineront leurs revenus publicitaires. Un grand nombre d’entre eux sont par ailleurs de plus en plus mis à l’écart par la prolifération de voix émergentes sur les plateformes en ligne et par les algorithmes des intermédiaires numériques. Force est de constater que l’écosystème numérique a libéré un flot de contenus concurrents et a fait des géants de l’Internet les nouveaux maîtres du jeu. En l’espace de quelques années, le nombre d’utilisateurs de médias sociaux a presque doublé, passant de 2,3 milliards en 2016 à 4,2 milliards en 2021. Ces plateformes ont certes permis d’améliorer l’accès au contenu en ligne et de faciliter l’émergence de nouvelles voix, mais elles ne jouissent pas pour autant de la valeur ajoutée distinctive des contenus journalistiques⁸.

⁷ UNESCO, 2021, « World Press Freedom Day 3 May 2021, “Information as a Public Good” ». Disponible à l’adresse suivante : <https://en.unesco.org/news/world-press-freedom-day-3-may-2021-information-public-good>.

⁸ Kemp, S. 2021. *Digital 2021: Global Overview Report*. Kepios, 27 janvier. Disponible à l’adresse suivante : <https://datareportal.com/reports/digital-2021-global-overview-report>.



D'après le cabinet de conseil Kepios,

Le nombre d'utilisateurs de médias sociaux a presque doublé entre 2016 et 2021.

Les recettes publicitaires se sont rapidement déplacées vers les entreprises du numérique, au détriment des organes de presse. Aujourd'hui, deux entreprises, Google et Facebook (récemment rebaptisé Meta), se partagent près de la moitié de toutes les dépenses mondiales en publicité numérique⁹. Selon des données recueillies par Zenith, les recettes publicitaires mondiales perçues par les organes de presse écrite ont chuté de moitié au cours des cinq dernières années ; sur les dix dernières années, cette perte représente deux tiers de leurs revenus, un montant considérable¹⁰. Les répercussions ont été particulièrement graves pour les personnes à la recherche de sources d'information locales et fiables, qui se sont retrouvées face à un véritable « désert de l'information ». Cette situation a des répercussions sur les niveaux d'engagement civique des communautés, étant donné qu'elles sont moins informées du fait de la disparition de leurs sources d'information locales.

Face à ces tendances, les journalistes et leurs alliés tentent de trouver des idées, des techniques et des modèles opérationnels innovants pour garantir la viabilité et l'indépendance de la presse. Des crédits d'impôt aux subventions directes en passant par le financement philanthropique et les modèles à but non lucratif (qui s'appuient également sur les expériences de la radio communautaire), des modèles de financement innovants sont déjà mis en place, y compris pour soutenir les médias d'intérêt public. Certains médias misent davantage sur les modèles d'abonnement ou d'adhésion de manière à tirer leurs revenus directement de leur public. D'autre part, plusieurs réseaux, tels que le Consortium international des journalistes d'investigation, le Organized Crime and Corruption Reporting Project et le Arab Reporters for Investigative Journalism, cherchent ensemble des solutions afin de travailler plus efficacement (et en toute sécurité). Plusieurs initiatives tentent également de mettre au point des outils numériques permettant aux lecteurs, aux plateformes et aux annonceurs de mesurer la fiabilité de l'information dans l'optique d'identifier et de privilégier les sources fiables. Notons également que plusieurs pays ont apporté un soutien d'urgence aux médias durant la pandémie.

À défaut de trouver une solution miracle, un certain nombre d'approches et d'options sont envisageables. Pour préserver le journalisme comme bien public, les gouvernements, la société civile et le secteur privé doivent s'engager de toute urgence en faveur d'un journalisme fiable et créer un environnement plus propice à la viabilité des médias, tout en respectant les normes en matière d'indépendance éditoriale et de liberté d'expression. Si nous maintenons le statu quo, il nous sera impossible de garantir et d'élargir l'offre de journalisme comme bien public dans le contexte actuel de prolifération des formes et des canaux de communication.



Selon des données recueillies par Zenith,

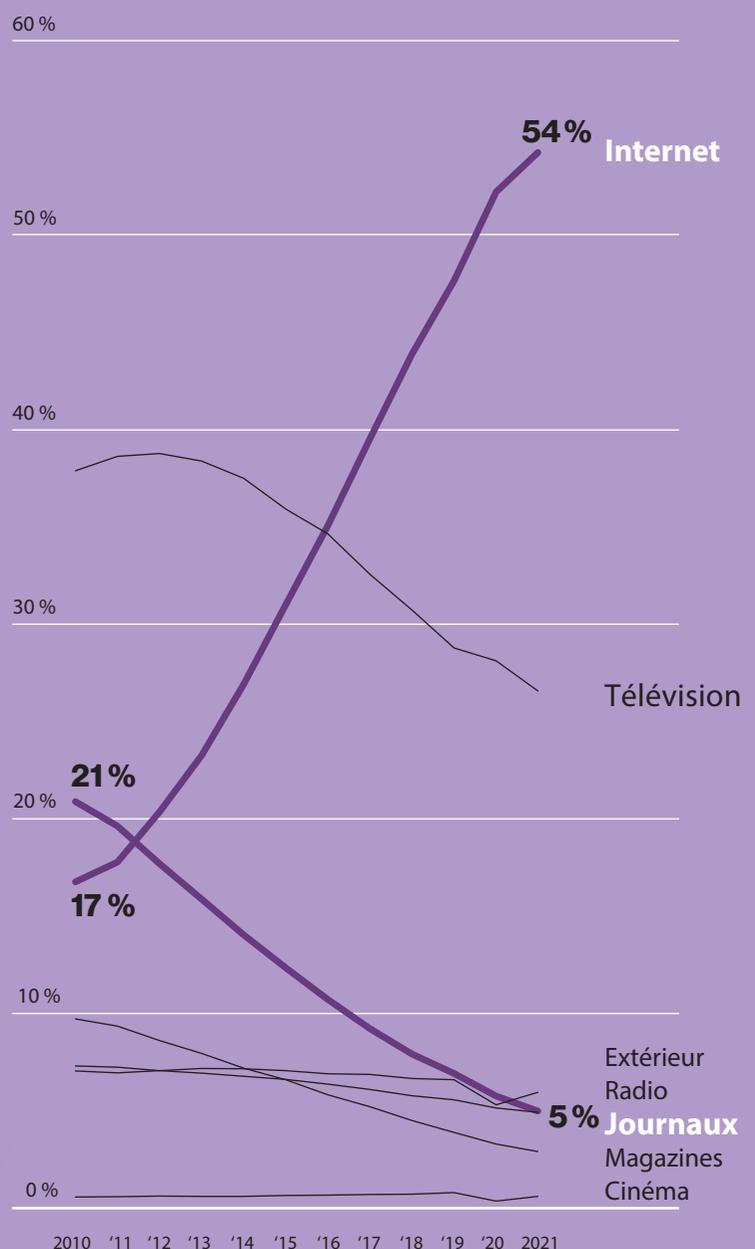
les recettes publicitaires mondiales perçues par les organes de presse écrite ont chuté de moitié au cours des cinq dernières années.

⁹ Cramer-Flood, E., 2021, « Duopoly still rules the global digital ad market, but Alibaba and Amazon are on the prowl ». eMarketer. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.emarketer.com/content/duopoly-still-rules-global-digital-ad-market-alibaba-amazon-on-prowl>.

¹⁰ Zenith. 2020. *Advertising Expenditure Forecasts*, Décembre 2020.

La pandémie a davantage compromis la viabilité financière des médias d'information

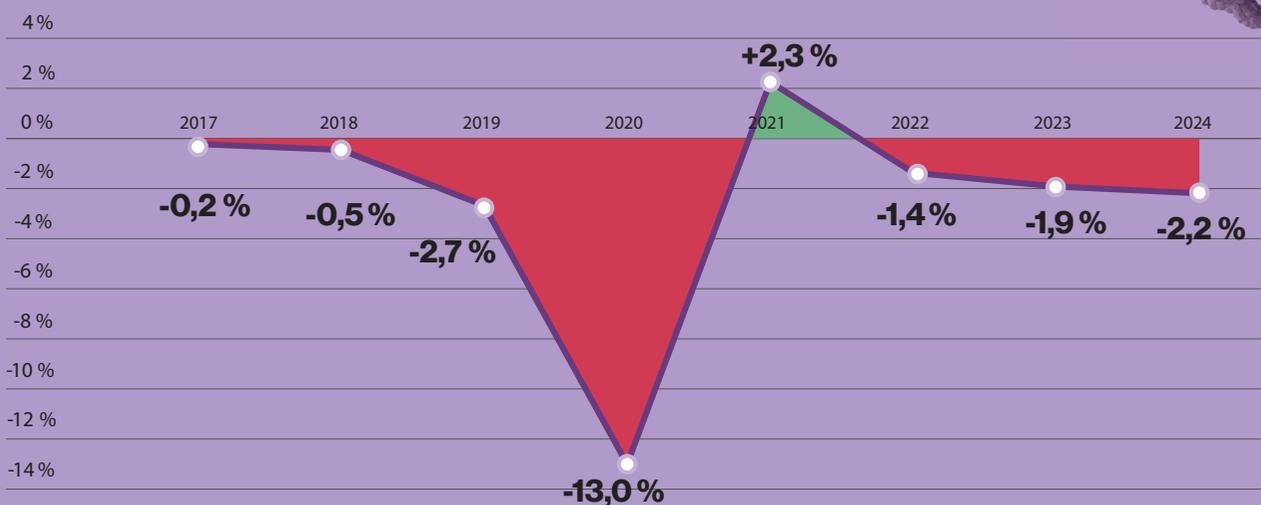
Part des dépenses mondiales consacrées à la publicité par type de média, 2010-2021



Source : Zenith, Advertising Expenditure Forecasts, décembre 2020

La pandémie de COVID-19 a eu des effets considérables sur les tirages de journaux, qui ont chuté de 13 % entre 2019 et 2020, contre moins de 3 % entre 2018 et 2019.

Les tirages de la presse quotidienne continuent de baisser



Source : PwC Global Entertainment and Media Outlook 2021-2025

D'après une enquête mondiale menée auprès de plus de 1 400 journalistes, la pandémie a eu des répercussions dans les domaines suivants :

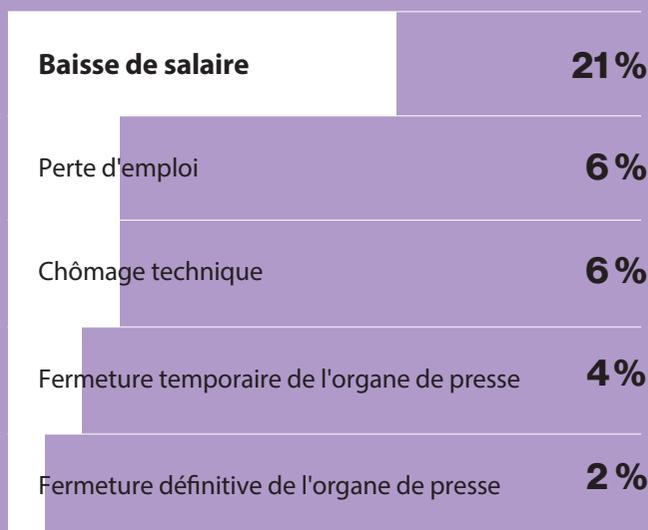
Sécurité de l'emploi ?

Deux tiers des personnes interrogées étaient moins confiantes dans la sécurité de leur emploi.



Mesures d'austérité

Plus d'un journaliste interrogé sur cinq avait subi une baisse de salaire.



Source : International Center for Journalists



Tendances en matière de liberté, de pluralisme et d'indépendance des médias



Au moins

160 pays
disposent encore de lois
pénalisant la diffamation.

UNESCO

d'autres actions qui menacent les efforts déployés à l'échelle mondiale en vue de préserver la liberté d'expression et l'universalité d'Internet (en faveur d'un écosystème numérique ouvert, accessible, respectant les droits fondamentaux et régi par la participation de multiples parties prenantes). Des services de presse en ligne ont été bloqués, des journalistes espionnés sans aucun fondement légal et les sites de certains médias piratés.

Les coupures d'Internet – lorsque les États restreignent l'accès à Internet, aux réseaux mobiles ou aux médias sociaux sur de vastes portions de leur territoire – ont atteint des sommets avec 213 incidents indépendants recensés en 2019¹¹. Certains gouvernements investissent également dans leur capacité à « filtrer » et à « garrotter » Internet, en bloquant certains types de contenu ou en ralentissant l'accès pour décourager les utilisateurs dans leur recherche d'informations en ligne. Au cours des cinq dernières années, les demandes émanant des autorités pour retirer du contenu des principales plateformes Internet ont doublé¹².

Au-delà des mesures prises par les gouvernements, les sociétés du numérique privées font l'objet d'une surveillance accrue quant à la manière dont elles traitent les discours qui ne tombent pas sous le coup de la liberté d'expression, et dont elles utilisent les données personnelles de leurs utilisateurs pour influencer sur ce qu'ils voient dans leurs résultats de recherche, leurs flux de contenu et leurs recommandations. Dans le cadre d'un soutien

Au cours de la dernière décennie, l'érosion de la liberté de la presse, en recul depuis 2012, a accentué la crise financière qui touche le secteur de l'information. Selon les informations de l'UNESCO, au moins 160 pays disposent encore de lois pénalisant la diffamation. Celles-ci trouvent un nouvel emploi dans les poursuites stratégiques contre la mobilisation publique et le « tourisme de la diffamation », qui permet aux individus de profiter du système juridique d'un pays étranger, par exemple pour déposer plus facilement une plainte pour diffamation contre un journaliste ou un média. Au moins 57 lois et réglementations à travers 44 pays ont été adoptées ou modifiées depuis 2016. Il s'agit ici principalement de législations relatives aux discours en ligne contenant des termes trop vagues ou des sanctions disproportionnées portant atteinte à la liberté d'expression en ligne et à la liberté de la presse.

Au-delà des nouvelles mesures juridiques, les cinq dernières années ont vu se multiplier



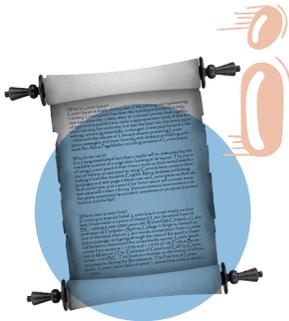
**Les coupures
d'Internet ont atteint
des sommets en 2019,
avec 213
incidents
indépendants
recensés.**

Access Now

¹¹ Access Now. 2021. *Shattered dreams and lost opportunities: A year in the fight to #KeptOn*. Disponible à l'adresse suivante : https://www.accessnow.org/cms/assets/uploads/2021/03/KeptOn-report-on-the-2020-data_Mar-2021_3.pdf.

¹² Données tirées des rapports de transparence de Google, Facebook et Twitter, et analysées par Data-Pop Alliance aux fins du présent rapport.

¹³ Ces principes sont énoncés dans : Puddephatt, A., 2021, *Laissons entrer le soleil : transparence et responsabilité à l'ère numérique. Note thématique dans la série Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias*. Paris, UNESCO. Disponible à l'adresse suivante : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000377231>.



Au total, 132 États Membres

de l'ONU ont adopté des mesures constitutionnelles, statutaires et/ou politiques visant à

garantir l'accès public à l'information.

UNESCO

cette croissance s'est ralentie au cours des cinq dernières années. Les marchés éprouvent des difficultés à fournir des services Internet aux populations les plus pauvres du monde, tandis que la fracture numérique persiste dans certaines régions. Celle-ci se manifeste par des disparités fondées sur une série de facteurs tels que le genre, l'âge, le statut socioéconomique et le fossé entre zones urbaines et zones rurales.

Pour parvenir à l'égalité prônée par les objectifs de développement durable, il est impératif que les femmes participent pleinement à la vie publique, ce qui implique de tenir compte des enjeux relatifs au genre dans l'offre d'informations, la nature de celles-ci et l'accès aux contenus. Malheureusement, à bien des égards, les progrès vers l'égalité des genres dans les médias d'information continuent de stagner ces cinq dernières années. L'Étude mondiale sur l'image des femmes dans les médias, qui évalue la marginalisation des femmes dans les médias tous les cinq ans depuis 1995, estime qu'au rythme actuel, il faudra encore 67 ans pour combler l'écart moyen entre les hommes et les femmes dans les médias d'information traditionnels¹⁶.

Par ailleurs, le pluralisme des médias d'information est de plus en plus menacé par la détérioration des modèles économiques traditionnels du journalisme, qui a rendu les salles de rédaction plus vulnérables aux pressions exercées tant par des agents extérieurs que par les propriétaires et les dirigeants des médias. Cette forme de captation des médias – qui se produit lorsque ces médias sont manifestement libres, mais que leur

multipartite croissant en faveur d'une transparence accrue comme moyen de renforcer la responsabilité, l'UNESCO a établi une sélection de 26 principes de haut niveau pouvant orienter les entreprises, les décideurs politiques et les organismes de réglementation¹³.

Fait révélateur d'une tendance positive pour l'information en tant que bien public, au moins 22 États Membres de l'ONU ont adopté des mesures constitutionnelles, statutaires et/ou politiques visant à garantir l'accès public à l'information depuis l'adoption, en 2015, du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En date d'août 2021, ce type de garanties avaient été adoptées par 132 États Membres de l'ONU au total. En date d'août 2021, ce type de garanties avaient été adoptées par 132 États Membres de l'ONU au total. Grâce aux efforts déployés par des organisations de la société civile du monde entier et à l'engagement de nombreux États et organismes internationaux et régionaux en faveur du principe d'ouverture, le nombre de pays disposant de telles lois a plus que triplé en moins de 20 ans. De plus en plus de pays transmettent des données à l'UNESCO aux fins du suivi annuel de la cible 10 de l'objectif de développement durable 16, visant à « garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales ».

Par ailleurs, l'accès à l'information est de plus en plus synonyme d'accès à Internet. À travers sa cible 9.C, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies cherche à accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et à faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable¹⁴. Dans cette optique et grâce à d'autres engagements internationaux, l'accès à Internet s'est effectivement étendu très rapidement : plus de 50 % de la population mondiale en bénéficiait en 2019 contre environ 30 % en 2010¹⁵. Cependant,

cette croissance s'est ralentie au cours des cinq dernières années. Les marchés éprouvent des difficultés à fournir des services

Internet aux populations les plus pauvres du monde, tandis que la fracture numérique persiste dans certaines régions. Celle-ci se manifeste par des disparités fondées sur une série de facteurs tels que le genre, l'âge, le statut socioéconomique et le fossé entre zones urbaines et zones rurales.



Il faudra encore

67 ans

**pour combler l'écart moyen
entre les hommes et les
femmes dans les médias
d'information traditionnels.**

Étude mondiale sur l'image des femmes dans les médias

¹⁴ ONU, Assemblée générale, 2017. *Cadre mondial d'indicateurs relatifs aux objectifs et aux cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030*. A/RES/71/313.

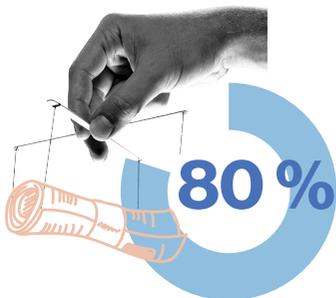
Disponible à l'adresse suivante : <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/indicators-list/>.

¹⁵ UIT (Union internationale des télécommunications), 2020, *Measuring digital development: Facts and figures 2020*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/facts/default.aspx>.

¹⁶ Étude mondiale sur l'image des femmes dans les médias. 2021, *Who makes the news?* Disponible à l'adresse suivante : https://whomakesthenews.org/wp-content/uploads/2021/08/GMMP2020.ENG_FINAL.pdf.

¹⁷ Dragomir, M. et Söderström, A., 2021, *The state of the media: A global analysis of the editorial independence of state media and an introduction of a new state media typology*. Budapest, Center for Media, Data, and Society. Disponible à l'adresse suivante : <https://cmds.ceu.edu/sites/cmds.ceu.hu/files/attachment/article/2091/thestateofstatemediapdf>.

Une étude révèle que



des sociétés de médias gérées par l'État n'ont pas d'indépendance éditoriale.

Center for Media, Data, and Society

indépendance n'en est pas moins compromise – constitue une menace grandissante. Ainsi, une étude récemment effectuée par le Center for Media, Data, and Society portant sur 546 sociétés de médias gérées par l'État dans 151 pays a révélé que près de 80 % d'entre elles n'avaient pas d'indépendance éditoriale¹⁷.

Les problèmes touchant à la désinformation et à la captation des médias ont contribué à la perte de confiance dans les médias d'information, à tel point que l'on craint l'avènement d'une « ère de la post-vérité », dans laquelle les citoyens se désintéressent des faits réels au profit des contenus qui font appel à leurs émotions ou à leurs convictions politiques. Cette situation est de mauvais augure pour la pérennité des médias grand public et pour les systèmes politiques démocratiques, qui reposent sur un socle commun de faits partagés par des intérêts divergents. Toutefois, les préoccupations croissantes suscitées par ces tendances ont renforcé la sensibilisation et l'engagement internationaux en faveur de l'indépendance des médias, ainsi que de l'éducation aux médias et à l'information, en tant qu'outil permettant de lutter contre les tournures négatives liées à la désinformation, aux discours de haine et à d'autres contenus préjudiciables.

Parallèlement, la mésinformation et la désinformation sont devenues une menace de poids pour l'information en tant que bien public, les sociétés du numérique servant de vecteurs, voire d'accélérateurs de ces mouvements. Selon une étude menée par des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology à partir de données recueillies sur Twitter, les contenus mensongers publiés sur cette plateforme se sont répandus beaucoup plus loin, plus vite, plus largement et de manière plus convaincante que la vérité¹⁸. Par ailleurs, d'après un sondage réalisé par Gallup dans 142 pays en 2020, 57 % des internautes s'inquiètent de recevoir de fausses informations¹⁹. Reconnaisant ces risques, plus de 130 États Membres et observateurs permanents des Nations Unies ont appelé en juin 2020 à l'adoption de nouvelles mesures fondées sur les droits humains pour enrayer la propagation de la désinformation²⁰.

S'il est nécessaire de prendre des mesures plus drastiques pour lutter contre la désinformation, la prudence reste de mise. Le rapport de la Commission « Le large bande au service du développement durable » établie par l'UIT et l'UNESCO souligne la gravité de cet enjeu. Intitulé *Balancing Act: Countering Digital Disinformation while respecting Freedom of Expression*, le rapport met en évidence l'importance vitale de prendre ces mesures dans le respect des normes et des cadres internationaux relatifs à la liberté d'expression et de favoriser un environnement propice au fonctionnement sans entrave d'une presse libre²¹.



Les contenus mensongers publiés sur Twitter se sont répandus beaucoup plus loin, plus vite, plus largement et de manière plus convaincante que la vérité.

Massachusetts Institute of Technology

¹⁸ Vosoughi, S., Roy, D. et Aral, S., 2018. « The spread of true and false news online ». *Science*, vol. 359, no 6 380, p. 1 146–1 151. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.science.org/doi/full/10.1126/science.aap9559>.

¹⁹ Lloyd's Register Foundation, 2020, « 'Fake news' is the number one worry for internet users worldwide. » Lloyd's Register Foundation, 6 octobre. Disponible à l'adresse suivante : <https://wrp.lrfoundation.org.uk/news-pictures/news/fake-news-number-one-worry/>.

²⁰ Les Cahiers de l'ONU, 2020, « Pause before sharing, to help stop viral spread of COVID-19 misinformation. » ONU Info, 30 juin. Disponible à l'adresse suivante : <https://news.un.org/en/story/2020/06/1067422>.

²¹ Commission « Le large bande au service du développement durable », 2020, *Balancing act: Countering digital disinformation while respecting freedom of expression*. Genève/Paris, UIT/UNESCO. Disponible à l'adresse suivante : <https://en.unesco.org/publications/balanceact>.

Tendances en matière de liberté de la presse

La liberté de la presse a continué de reculer au cours des cinq dernières années.

Au cours des cinq dernières années, le recul de la liberté de la presse a concerné environ



de la population mondiale.

Source : analyse réalisée par Data-Pop Alliance à partir de données publiées par le V-Dem Institute et la Banque mondiale.

Un ensemble de nouvelles lois menace la liberté d'expression en ligne.

Depuis 2016, au moins

57

lois relatives aux discours

contenant des termes trop vagues ou des sanctions disproportionnées portant atteinte à la liberté d'expression et à la liberté de la presse ont été adoptées ou modifiées dans

44
pays

Source : données compilées par l'UNESCO avec le concours des organismes suivants : Centro de Estudios en Libertad de Expresión y Acceso a la Información, Centre for Law and Democracy, Poynter Institute, University of Westminster, Institut international de la presse et base de données Cyrilla.

Partout dans le monde, les gouvernements ont recours aux coupures d'Internet et à d'autres outils pour museler l'expression en ligne.



Au cours des cinq dernières années, les demandes émanant des autorités pour retirer du contenu des principales plateformes Internet ont doublé.

Source : données Google, Facebook et Twitter analysées par Data-Pop Alliance.

Coupures d'Internet



Source : Access Now

La pandémie a été utilisée comme prétexte pour porter un certain nombre d'atteintes à la liberté de la presse :



102

restrictions à l'accès à l'information



215

arrestations ou poursuites



95

cas de censure

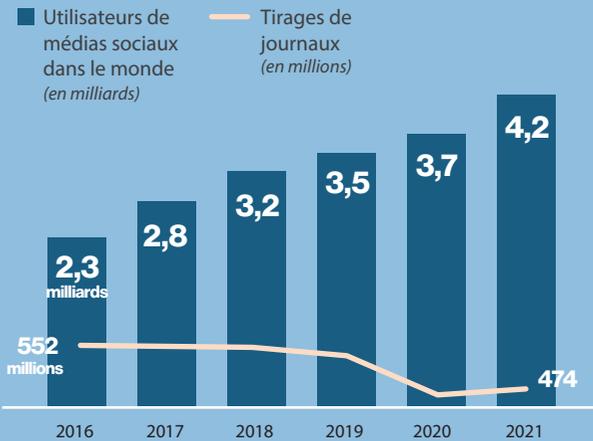


238

attaques verbales ou physiques

Source : Institut international de la presse

Les médias sociaux se régèrent, l'information est à la peine.



Source : Kepios et PwC (rapport Global Entertainment Media Outlook 2021-2025)

Avancées relatives à l'adoption de lois sur l'accès à l'information

• Nombre d'États Membres de l'ONU



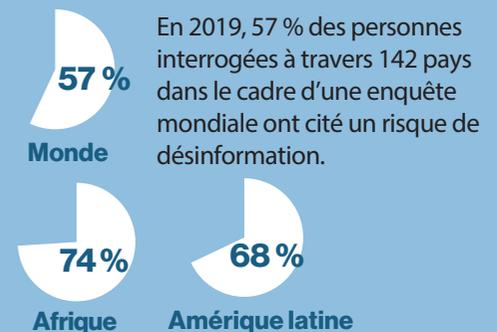
Source : UNESCO

Alors que la désinformation explose, les initiatives de vérification des faits prennent de l'ampleur.



Source : Duke Reporters' Lab

Risque de désinformation



En 2019, 57 % des personnes interrogées à travers 142 pays dans le cadre d'une enquête mondiale ont cité un risque de désinformation.

L'Afrique et l'Amérique latine sont les deux régions où la crainte de désinformation est la plus forte – respectivement 74 % et 68 %.

Source : Lloyd's Register Foundation

Les sources d'information inspirent de moins en moins confiance.



Source : Baromètre Edelman Trust



Tendances en matière de sécurité des journalistes



Entre 2016 et fin 2020,

400
journalistes
ont été tués pour leurs
travaux ou sur le terrain.

Observatoire UNESCO des journalistes assassinés

ont également accordé une plus grande attention à ces menaces, notamment aux diverses formes de violence en ligne, qui touchent de manière démesurée les femmes journalistes et les journalistes issus de groupes minoritaires. En 2020, l'UNESCO a commandé une enquête auprès de plus de 900 journalistes du monde entier, portant sur leurs expériences en matière de violences en ligne. Soixante-treize pour cent des 625 femmes journalistes ayant répondu à la question ont affirmé avoir subi des violences en ligne dans le cadre de leur travail²³. Ces dernières années ont également été marquées par de nombreuses expulsions de correspondants étrangers et agressions contre des journalistes qui couvraient des manifestations. De janvier à août 2021, l'UNESCO a enregistré des agressions contre des journalistes dans le cadre de la couverture de rassemblements publics, de manifestations et d'émeutes dans au moins 60 pays de toutes les régions du monde. Depuis 2015, au moins 13 journalistes ont été tués alors qu'ils couvraient des manifestations.

L'impunité qui règne autour des meurtres de journalistes est très préoccupante : seuls 13 % des cas recensés par l'UNESCO depuis 2006, soit environ un sur dix, sont actuellement considérés comme ayant été réglés par voie judiciaire. Les recherches menées par l'UNESCO aux fins du rapport confirment également que lorsque le nombre de journalistes tués est élevé, l'impunité associée à ces crimes l'est également. Ce constat menace de perpétuer le cycle de la violence, étant donné que les crimes à l'égard des journalistes restent souvent impunis.

Ces derniers temps, les organisations internationales, la société civile et les chercheurs

ont également accordé une plus grande attention à ces menaces, notamment aux diverses formes de violence en ligne, qui touchent de manière démesurée les femmes journalistes et les journalistes issus de groupes minoritaires. En 2020, l'UNESCO a commandé une enquête auprès de plus de 900 journalistes du monde entier, portant sur leurs expériences en matière de violences en ligne. Soixante-treize pour cent des 625 femmes journalistes ayant répondu à la question ont affirmé avoir subi des violences en ligne dans le cadre de leur travail²³. Ces dernières années ont également été marquées par de nombreuses expulsions de correspondants étrangers et agressions contre des journalistes qui couvraient des manifestations. De janvier à août 2021, l'UNESCO a enregistré des agressions contre des journalistes dans le cadre de la couverture de rassemblements publics, de manifestations et d'émeutes dans au moins 60 pays de toutes les régions du monde. Depuis 2015, au moins 13 journalistes ont été tués alors qu'ils couvraient des manifestations.

L'impunité qui règne autour des meurtres de journalistes est très préoccupante : seuls 13 % des cas recensés par l'UNESCO depuis 2006, soit environ un sur dix, sont actuellement considérés comme ayant été réglés par voie judiciaire. Les recherches menées par l'UNESCO aux fins du rapport confirment également que lorsque le nombre de journalistes tués est élevé, l'impunité associée à ces crimes l'est également. Ce constat menace de perpétuer le cycle de la violence, étant donné que les crimes à l'égard des journalistes restent souvent impunis.



des femmes
journalistes interrogées
déclarent avoir subi des
violences en ligne dans
le cadre de leur travail.

Enquête UNESCO/International Center for Journalists

²² Comité pour la protection des journalistes, 2020, « 274 Journalists Imprisoned ». Disponible à l'adresse suivante : <https://cpj.org/data/imprisoned/2020/>.

²³ Posetti, J., Shabbir, N., Maynard, D., Bontcheva, K. et Aboulez, N., 2021, *The Chilling: Global trends in online violence against women journalists*. Paris, UNESCO. Disponible à l'adresse suivante : <https://en.unesco.org/publications/thechilling>.



des cas recensés par l'UNESCO depuis 2006 sont actuellement considérés comme ayant été réglés par voie judiciaire.

La pandémie de COVID-19 a posé de nouveaux défis pour la sécurité des journalistes, tout en aggravant les problèmes existants. Même si les journalistes ont largement obtenu le statut de travailleurs essentiels pendant la crise, ils ont été confrontés à une augmentation des cas de harcèlement, de stress psychologique et de traumatismes, ainsi qu'à un risque élevé de contracter le virus. Selon l'organisation non gouvernementale Press Emblem Campaign, au moins 1 846 journalistes sont morts après avoir contracté la COVID-19 entre le 1er mars 2020 et le 1er novembre 2021²⁴.

Face à ces défis multiples, l'UNESCO et d'autres organisations se sont attelées à sensibiliser le public aux menaces qui pèsent sur les journalistes, tout en multipliant les efforts pour les protéger au cours des cinq dernières années. Entre 2016 et 2021, 28 résolutions et décisions sur la sécurité des journalistes ont été adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, les organes directeurs de l'UNESCO et les organes régionaux. Un indicateur relatif à la sécurité des journalistes (indicateur ODD 16.10.1) a également été établi pour mesurer la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'UNESCO a par ailleurs renforcé les capacités de plus de 23 000 acteurs des systèmes judiciaires et 8 500 membres des forces de sécurité à travers le monde en matière de liberté d'expression, d'accès à l'information et de sécurité des journalistes. L'Organisation a élaboré de nombreux guides de sécurité et publications très utiles en coopération avec Reporters sans frontières, la Fédération internationale des journalistes et d'autres organisations. Ces cinq dernières années ont également été marquées par la multiplication des efforts pour tenir compte de la dimension sexospécifique de la sécurité des journalistes. On peut notamment citer des initiatives de la société civile telles que la Coalition contre la violence en ligne et la campagne #JournalistsToo de l'UNESCO, ainsi qu'une attention croissante accordée aux mécanismes de soutien des femmes journalistes au niveau des pays.

Des mécanismes nationaux de protection sont actuellement mis en place dans de nombreux États pour assurer la sécurité des journalistes, tandis que les mécanismes de protection existants ont été continuellement mis à jour, notamment pour mieux répondre aux menaces basées sur le genre. D'autres États Membres ont également lancé des plans d'action nationaux pour la sécurité des journalistes, tenant notamment compte des menaces numériques et basées sur le genre.

²⁴ PEC (Press Emblem Campaign), 2021, « Countries with the most Covid-19 related journalist deaths ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.presseblem.ch/-1.shtml>.

Tendances en matière de sécurité des journalistes



CAUTION

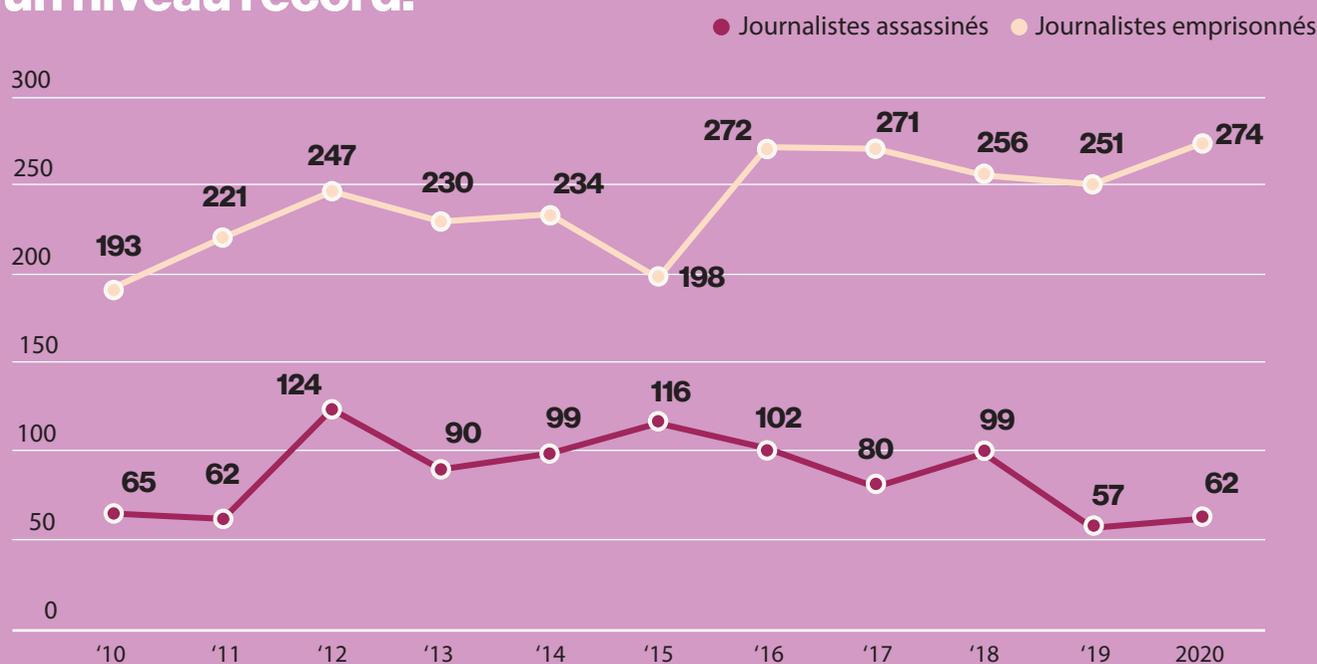
CAUTION

CAUTION

CAUTION

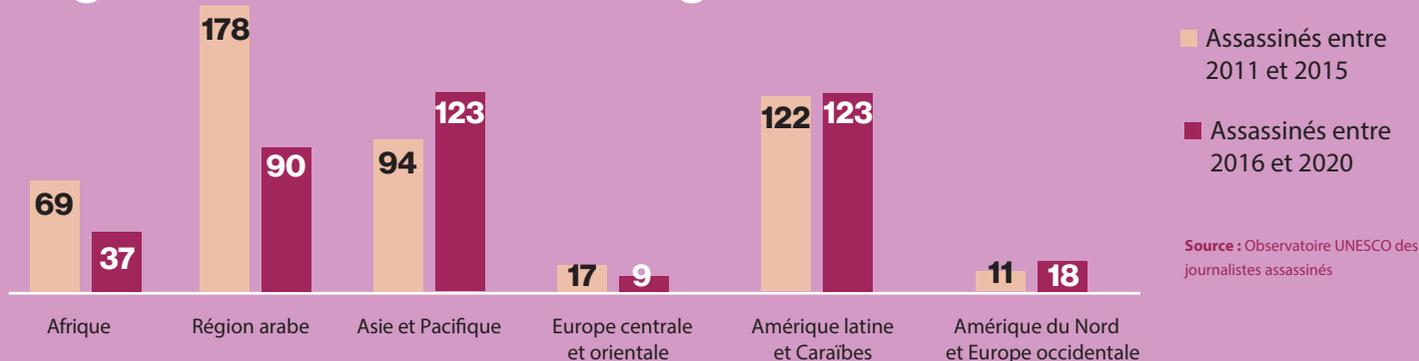
CAUTION

Si les assassinats de journalistes sont en baisse depuis ces cinq dernières années, les emprisonnements atteignent un niveau record.

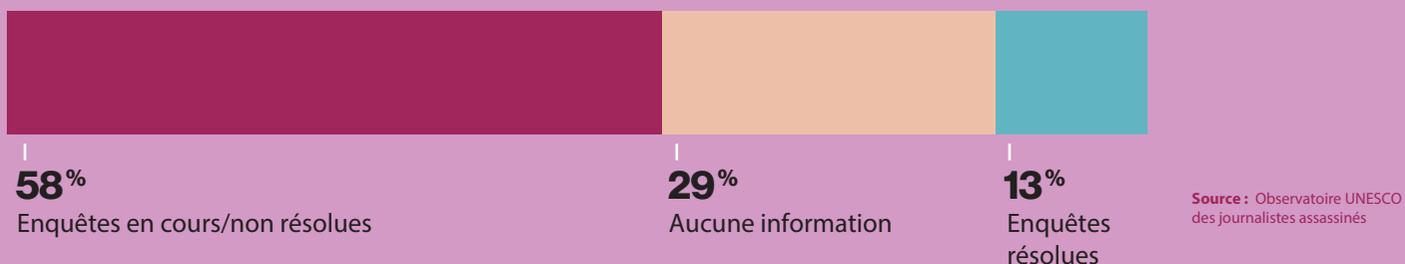


Source : Observatoire UNESCO des journalistes assassinés et Committee to Protect Journalists

Les assassinats de journalistes ont diminué de près de moitié dans certaines régions, mais ont augmenté dans d'autres régions.



Au cours des 15 dernières années, 87 % des assassinats de journalistes sont restés non résolus ou non signalés.



Les résultats d'une enquête menée en 2020 par l'UNESCO et l'International Center for Journalists dévoilent que :

sur 625 femmes journalistes interrogées,



avaient subi une forme de violence en ligne.

sur 596 femmes journalistes interrogées,



avaient également subi des attaques ou des atteintes hors ligne liées à des violences subies précédemment en ligne.



Orientations futures de la liberté de la presse



Depuis 2013, l'Initiative de l'UNESCO pour la formation des juges a renforcé les capacités de

23 000
acteurs du
secteur
judiciaire

en matière de liberté d'expression, d'accès à l'information et de sécurité des journalistes.

et des avocats, ont été formés à ces questions, notamment par le biais d'une série de cours en ligne ouverts à tous (MOOC), de formations et d'ateliers sur le terrain, ainsi que de plusieurs trousseaux à outils et lignes directrices mises à leur disposition.

Au niveau national, les retombées de ces efforts internationaux risquent d'être déséquilibrées sur le plan géographique. Bien entendu, ils ont plus de chances d'aboutir dans les pays disposant déjà d'un secteur publicitaire important, de formes institutionnalisées de médias de service public, de traditions bien établies en matière de liberté de la presse et de contrôle politique sur la gouvernance des plateformes Internet, entre autres facteurs. Dans les pays plus pauvres et au niveau local, la crise de l'information sera plus difficile à gérer sans une nouvelle action coordonnée avec l'aide de la communauté internationale.

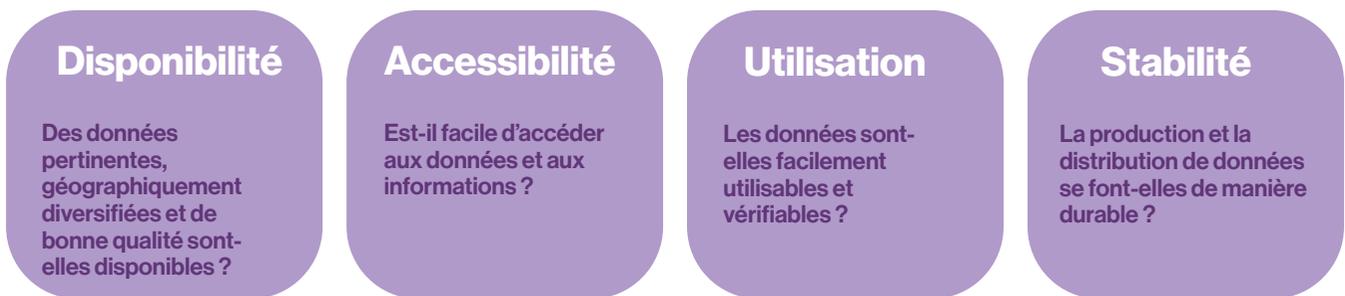
Tout en rendant compte des nombreux revers encaissés ces derniers temps, le Rapport sur les tendances mondiales met en lumière une vague de fond en faveur de la préservation de la liberté de la presse et de la protection des journalistes dans le monde entier. En 2019, les gouvernements britannique et canadien ont lancé une campagne pour la liberté des médias, qui a donné lieu à la création d'une coalition de gouvernements et à un travail en partenariat avec des organisations de la société civile. La participation de responsables de haut niveau lors de deux conférences a abouti à de nouvelles promesses, notamment la création du Fonds mondial pour la défense des médias. Dans l'engagement de La Haye de 2020 visant à accroître la sécurité des journalistes, près de 60 signataires se sont engagés à mettre en œuvre le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité. À la suite du Forum sur l'information et la démocratie, 43 États ont approuvé une déclaration appelant à des réformes radicales pour offrir un « New Deal » au journalisme. La création récente d'un Fonds international pour les médias d'intérêt public témoigne de l'importance croissante du secteur des médias aux yeux des donateurs bilatéraux, multilatéraux et privés.

Les Groupes informels d'amis sur la sécurité des journalistes ont continué de rassembler les États Membres qui affichent un engagement commun en faveur du renforcement du Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, ainsi que de sa mise en œuvre au niveau national. À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse 2021, ces groupes ont publié une déclaration commune soulignant le rôle essentiel des États Membres dans le soutien à une presse libre²⁵. La Coalition pour la liberté en ligne, composée de 33 États, a récemment relancé ses efforts pour soutenir la liberté sur Internet et protéger les droits humains en ligne. En outre, depuis 2013, l'Initiative de l'UNESCO pour la formation des juges a renforcé les capacités des acteurs du secteur judiciaire s'agissant des normes internationales et régionales en matière de liberté d'expression, d'accès à l'information et de sécurité des journalistes dans les régions du monde entier. Plus de 23 000 acteurs du secteur judiciaire, dont des juges, des procureurs

²⁵ UNESCO, 2021, « Les Groupes d'amis sur la sécurité des journalistes publient une déclaration commune sur la liberté de la presse ». UNESCO, 10 mai. Disponible à l'adresse suivante : <https://fr.unesco.org/news/groupe-damis-securite-journalistes-publient-declaration-commune-liberte-presse>.

À l'heure actuelle, le manque de données constitue l'un des principaux obstacles à la mise en œuvre de solutions spécifiques et adaptées à chaque contexte. Dans les pays et les communautés où le journalisme est muselé, l'état du système de presse et d'information peut-être flou. Les différentes initiatives visant à combler les lacunes en matière de données constituent donc un premier pas vers des solutions plus inclusives.

Les acteurs œuvrant en faveur de la liberté d'expression et du développement des médias proposent déjà de nouvelles manières de travailler en s'appuyant sur les données, sous formes physiques et numérisées, mais il reste encore beaucoup à faire. Aussi, sur la base d'un recensement de plus de 150 sources de données provenant de 120 organisations, le Rapport identifie des lacunes prioritaires en matière de données et présente un cadre axé sur les quatre points suivants :



L'édition complète du Rapport sur les tendances mondiales propose des recommandations sur la façon de combler ces lacunes grâce à une action collective de la part des gouvernements, de la société civile et du secteur privé. Pour mettre en place des politiques qui s'appuient sur des faits et qui promeuvent un environnement favorable au financement et à la diffusion du journalisme, il importe que les géants de l'Internet s'engagent à être plus transparents dans leurs activités.

Un appel à l'action

Les tendances préoccupantes en matière de liberté, de pluralisme, d'indépendance et de viabilité de la presse ainsi que celles concernant l'égalité des genres dans les médias et la sécurité des journalistes mises en évidence dans ce rapport doivent nous inciter à redoubler d'efforts.

Faute d'action immédiate de la part des gouvernements, de la société civile et des entreprises privées, le journalisme de qualité restera menacé, et l'information comme bien public sera considérablement affaiblie.

En l'absence d'éducation aux médias et à l'information et de transparence de l'Internet, l'attention de l'humanité risque d'être détournée des vrais problèmes liés au développement durable et à la promotion des droits humains à plus grande échelle.

La mise en place de nouvelles formes d'autorégulation par les fournisseurs d'informations et de nouvelles réglementations pour les médias sociaux, l'allocation de subventions publiques aux organes d'information fiables, le soutien accru aux médias de service public, l'augmentation de l'aide au développement des médias, l'accroissement des investissements philanthropiques, tout en préservant fermement les normes en matière d'indépendance éditoriale et de liberté d'expression... Ce ne sont là que quelques pistes qui pourraient permettre au journalisme de perdurer en tant que bien public essentiel.

Le journalisme est un bien public

Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias

RAPPORT MONDIAL 2021/2022



> Points essentiels

Le journalisme indépendant – qui privilégie l'intérêt public au détriment des programmes politiques, commerciaux ou factieux – est en péril. L'érosion rapide des modèles commerciaux qui assurent la durabilité des médias a aggravé une crise continue de la liberté et de la sécurité des journalistes à travers le monde. Dans ce contexte, l'avenir du secteur des médias indépendant et pluraliste est menacé, et la réponse mondiale à ces défis dans la décennie à venir sera décisive pour la survie d'un espace public démocratique.

Au cours des cinq dernières années, le recul de la liberté de la presse a concerné environ 85 % de la population mondiale. Même dans les pays ayant une longue tradition en matière de sauvegarde d'un journalisme libre et indépendant, les transformations financières et technologiques ont contraint de nombreux organes de presse, en particulier ceux au service des communautés locales, à fermer. À mesure que le lectorat et les marchés publicitaires se sont tournés vers la sphère numérique, les recettes publicitaires des journaux ont chuté de moitié en l'espace de dix ans, entre 2009 et 2019. La pandémie de COVID-19 qui a suivi et ses répercussions sur l'économie mondiale ont exacerbé cette tendance et menacent désormais de faire disparaître les organes de presse indépendants.

L'édition mondiale 2021/2022 de la série de rapports *Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias* examine ces défis dans le cadre plus large du « journalisme comme bien public ». Ses conclusions s'appuient sur une analyse fondée sur des données, menée par l'UNESCO en collaboration avec Data-Pop Alliance, concernant les tendances en matière de liberté, de pluralisme et d'indépendance des médias, ainsi que de sécurité des journalistes, et sont complétées par une recherche originale d'Economist Impact, demandée expressément pour ce Rapport. Les conclusions présentées se fondent sur une analyse de données réalisée par l'UNESCO en partenariat avec Data-Pop Alliance sur les tendances touchant à la liberté, au pluralisme et à l'indépendance des médias ainsi qu'à la sécurité des journalistes, et sont étayées par une recherche initiale menée par Economist Impact et demandée expressément aux fins du présent rapport.

